



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT TUNISIE

TERMES DE REFERENCE

I. Information sur le poste

Titre du poste :	Consultant.e spécialisé.e en protection sociale et chaîne de valeur économique de la pêche
Unité Org. :	PNUD Tunisie
Département :	Equipe justice et droits humains – Cluster Gouvernance démocratique
Durée :	30 jours (entre le 9 mai 2022 et le 25 juin 2022)
A partir du :	09 mai 2022
Contrat :	IC
Lieu d'affectation :	Tunis - Tunisie
Superviseur :	Conseiller Technique Principal - justice et droits humains

II. Contexte général et justification

Selon les études de la Banque Mondiale (BM), et notamment celle réalisée en 2020 sur le suivi de la situation économique de la Tunisie, un tunisien sur cinq pourrait être affecté par la pauvreté dans les prochaines années¹, et les foyers déjà vulnérables seraient les plus durement touchés. Ainsi les personnes directement concernées et considérées de ce fait comme les plus vulnérables seraient les individus vivant dans de grandes familles, sans accès à des soins de santé et les employés sans contrats. Ces personnes souffrent de précarité due notamment au manque de protection sociale et de sécurité de l'emploi. De plus, lorsque leurs droits à une protection sociale et à une sécurité de l'emploi sont violés, ces populations, par manque de connaissances, peinent à faire valoir leurs droits. En effet, selon une étude menée conjointement par le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme en 2019 auprès des justiciables², seulement 25,5 % de la population interrogée connaît les mécanismes d'aide légale et uniquement 6,2 % déclarent y avoir eu recours. De plus, 75 % des personnes enquêtées considèrent les démarches et étapes d'accès à la justice lentes et fastidieuses. Par conséquent, le renforcement des services de protection sociale est primordial pour la réduction de la pauvreté et le développement humain. L'autonomisation légale est nécessaire pour garantir l'accès à la justice et l'affirmation des droits des personnes vulnérables. Ainsi, la consolidation des mécanismes d'aide légale déjà existants, leur promotion et la création de nouveaux mécanismes permettront de contribuer à cette autonomisation.

Par ailleurs, la question des groupes vulnérables et des besoins en matière de protection sociale doit nécessairement intégrer une approche genre. En effet, si la Tunisie est souvent citée comme pionnière dans

¹<https://www.worldbank.org/en/country/tunisia/publication/tunisia-economic-monitor-december-2020-rebuilding-the-potential-of-tunisian-firms>

² Rapport final de l'enquête de perception à Médenine – *Connaissance et perceptions des usagers des services judiciaires et pénitentiaires – Appréciation des performances des acteurs institutionnels* ; menées par le PNUD et l'HCDH en 2019-2020, le rapport fût publié en juin 2021.

l'instauration de l'égalité entre les femmes et les hommes et dispose d'acquis législatifs importants dans la lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre en comparaison avec la majorité des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, des inégalités subsistent en matière juridique et en pratique. Ainsi, selon le *Women, Peace and Security Index*, la Tunisie est classée 124^{ème} (sur 167 pays) en matière de discrimination légale³. Par ailleurs, des inégalités basées sur le genre et l'orientation sexuelle persistent également en raison de l'existence de normes, d'attitudes et de pratiques discriminantes. Par exemple, un homme de plus de 15 ans sur quatre estime qu'il n'est pas acceptable pour une femme de sa famille d'exercer un emploi payé en dehors de la maison, et près de 30 % des Tunisiens et Tunisiennes considèrent que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes et devraient être les seuls à être élus à ces postes⁴.

En Tunisie, l'industrie de la pêche joue un rôle socio-économique essentiel et constitue une source importante de recettes budgétaires et d'emploi. Dans le secteur, la Tunisie occupe une place centrale en Méditerranée, étant le troisième acteur de la région, contribuant à hauteur de 12,2% à la production totale de la Méditerranée⁵. En dépit de l'importance de ce secteur économique, plusieurs acteurs de la chaîne de valeur de la pêche ignorent le respect des droits humains et de ceux liés à la protection sociale. Parmi ces violations on retrouve par exemple, des conditions de travail abusives, l'absence de sécurité dans le lieu de travail, le recours à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), une exploitation commerciale croissante menaçant les droits des communautés côtières, l'épuisement des stocks de poissons en raison de la surpêche et de la pollution marine etc.

Le respect des droits humains et la mise en place ou l'extension des services de protection sociale dans les différentes chaînes de valeur économiques sont indispensables afin d'engendrer un développement économique et social des individus qui permettront aux tunisiens de jouir de conditions de vie plus dignes et conformes aux standards internationaux. Néanmoins, le système de protection sociale en Tunisie n'est pas généralisé, il ne couvre pas l'ensemble des travailleurs, y inclus ceux du secteur informel ainsi que les travailleurs non-déclarés par leurs employeurs, les chômeurs et les personnes âgées qui n'ont pas travaillé dans le secteur formel, ce qui représente 50 % de la population active⁶. De même, la Tunisie ne dispose pas encore d'une stratégie nationale visant la mise en œuvre des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, ni d'une loi nationale relative au devoir de diligence raisonnable en matière de droits humains imposé aux entreprises en relation avec les droits humains. L'ensemble de ces facteurs risque d'accentuer le manque de confiance de la part des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche vis-à-vis des institutions étatiques. En outre, la précarité et l'absence de perspectives ont, par conséquent, engendré la perte d'attractivité de l'activité de la pêche pour les jeunes.

Le manque d'un cadre législatif uniforme dans le secteur de la pêche et les conditions de précarité auxquelles les travailleurs font face, et les conséquentes améliorations potentielles dans la vie privée des individus ainsi que dans le développement économique au niveau de l'État, justifient l'importance de l'élaboration de cette étude analytique sur la protection sociale dans la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie. En effet, la promotion d'un régime de protection sociale, juste, responsable et justiciable est un des mécanismes fondamentaux pour

³ Georgetown Institute for Women, Peace and Security and Peace Research Institute Oslo. 2019. Women, Peace and Security (WPS) Index 2019/20: Tracking sustainable peace through inclusion, justice, and security for women. Washington, DC: GIWPS and PRIO.

⁴ Données d'Afrobaromètre, Tunisie, 2016-2018, disponibles sur : <https://afrobarometer.org/>

⁵ FAO, 2020. The State of world fisheries and Aquaculture. Sustainability in Action.

⁶ Rapport final M. Snoussi. PIP B+HR. UNDP- 1221.

renforcer la prise en compte réelle des droits humains, exacerbés notamment depuis la pandémie de la COVID-19.

Dans cette optique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Tunisie a lancé un Plan d'initiation de projet (PIP) intitulé « *Inception Phase* : Renforcement des services sociaux pour les ménages, les groupes et les individus les plus vulnérables en Tunisie, à travers la promotion de l'aide légale et l'implémentation d'un système de prestation intégré ». Ce PIP vise à clarifier l'appui que le PNUD va apporter, en partenariat avec la Banque Mondiale, à la promotion de la protection sociale et l'accès à la justice permettant le renforcement de l'état de droit en Tunisie, ainsi que dans la contribution à bâtir la confiance de la population envers les institutions.

Dans cette *Inception Phase*, le PNUD compte renforcer l'analyse des défis de développement, la théorie de changement, les résultats attendus et les activités indicatives du projet conjoint PNUD/BM. L'analyse fournie par le PNUD sera prise en compte par l'agence de consulting recrutée par la Banque Mondiale afin d'améliorer la proposition de projet.

Le PNUD mène déjà des projets dans ce domaine et prévoit de consolider et capitaliser les connaissances de l'organisation pour développer une *baseline* multidimensionnelle, ce qui permettra par la suite d'alimenter l'analyse externe du futur projet. En plus de renforcer les connaissances des différents acteurs sur la protection sociale chez les acteurs d'une importante filière économique, ces connaissances viendront informer le processus d'élaboration du futur projet conjoint entre le PNUD et la Banque mondiale.

C'est dans ce cadre que le PNUD recrute un.e consultant.e spécialisé.e en protection sociale et chaîne de valeur économique de la pêche afin d'élaborer une étude sur la protection sociale chez les acteurs de la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie. Cette étude permettra de compléter les différentes analyses du PNUD, en se focalisant sur les groupes particulièrement vulnérables. Elle permettra au PNUD de mieux appréhender les différents enjeux et fournira des recommandations pour informer la programmation de l'organisation.

III. Objectifs

La mission définie par les présents termes de référence vise à appuyer le PNUD dans la mise en œuvre des activités du PIP « protection sociale ». De manière spécifique, le/la consultant.e aura pour mission de :

- Réaliser une étude sur la protection sociale des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie.
- Partager les analyses avec l'équipe du PIP (PNUD et BM) et l'agence de consulting.
- Réaliser la traduction de l'étude.

IV. Responsabilités, résultats et livrables attendus

Responsabilités :

Le/la consultant.e travaillera sous la supervision directe du Conseiller Technique Principal en justice et droits humains (appui technique et coordination des activités) et en étroite coopération avec les membres de l'équipe et les acteurs clés de la chaîne de valeur de la pêche. Le suivi de la cohérence et de la qualité programmatique sera assuré par l'Unité Gouvernance, à travers le Team Leader du Cluster Gouvernance démocratique (assurance qualité).

Résultats attendus :

Une étude présentant la situation de la protection sociale des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche est élaborée.

Livrables :

Le/la consultant.e produira un rapport présentant la situation de la protection sociale chez les acteurs de la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie. Cette étude comprend une analyse du cadre juridique et un état des lieux du système de protection sociale chez les acteurs de cette filière économique, impact de la pandémie de la COVID-19, défis, évolutions possibles, ainsi que des recommandations pour favoriser le renforcement du système de protection sociale.

Les documents seront rédigés en français puis traduits en arabe et soumis par *e-mail* sous format Word au Conseiller Technique Principal en justice et droits humains.

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Livrables	Durée de réalisation	Payement
Livrable 1 : Rapport en français présentant la situation de la protection sociale chez les acteurs de la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie : <ol style="list-style-type: none">1. Un résumé exécutif de l'étude2. Contexte national de l'étude3. Objectifs du rapport et résultats attendus4. Approche méthodologique5. Description et analyse du cadre juridique de la protection sociale dans la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie6. Impact de la pandémie de la COVID-19 sur la protection sociale et les droits des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche7. Défis liés à la protection sociale dans la chaîne de valeur de la pêche8. Perspectives de renforcement de la protection sociale pour cette chaîne de valeur économique9. Recommandations pour améliorer le système de la protection sociale dans la chaîne de valeur de la pêche en Tunisie	20 jours de travail	50%
Livrable 2 : <ol style="list-style-type: none">1. Préparer une présentation complète du rapport et des recommandations (format Power Point)	3 jours de travail	20%
Livrable 3 : <ol style="list-style-type: none">1. Traduction de l'étude en langue arabe	7 jours de travail	30%

Modalités de travail

Le/la consultant.e travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du PNUD. Le/la consultant.e participera à des réunions techniques avec les différentes parties prenantes au projet afin d'assurer la qualité des livrables.

Les produits de cette consultation seront la propriété exclusive du PNUD. Le/la consultant.e ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le/la consultant.e sera seul.e responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées. Il/Elle devra respecter les normes et standards liés à la propriété intellectuelle en s'appuyant sur des études déjà menées.

V. Compétences

Compétences fondamentales :

- Preuve d'intégrité modélisant les valeurs des Nations Unies et des normes éthiques ;
- Promotion de la vision, mission et objectifs stratégiques du PNUD ;
- Respect des différences culturelles, du sexe, de la religion, race, nationalité et de l'âge et avec une capacité d'adaptation dans un milieu international ;
- Traite toutes les personnes de manière équitable et sans favoritisme.

Compétences Fonctionnelles :

- Démontrer une expertise dans le domaine de la protection sociale ainsi que des dynamiques nationales et régionales liées aux droits humains ;
- Démontrer une expertise en gestion de connaissance, recherche analytique et capacité de synthèse ;
- Avoir des connaissances en matière d'égalité de genre, d'inclusion et de non-discrimination ;
- Avoir des connaissances concernant la chaîne de valeur économique de la filière pêche est un atout ;
- Avoir des compétences stratégiques et analytiques alliées à un bon jugement ;
- Démontrer une compréhension des interventions du PNUD dans le domaine de la justice et l'appliquer en conséquence à la mise en œuvre des projets et programme ;

Delivery

- Capacité d'atteindre les résultats planifiés avec les ressources allouées.

Communication :

- Capacité d'écouter, de parler, de s'adapter et de transformer.

Gestion des Risques :

- Capacité d'identifier et prioriser les risques et définir des actions amoindrissantes.

Gestion et Leadership :

- Se concentrer sur l'impact et les résultats pour le PNUD et répondre positivement à la rétro-information ;
- Approcher le travail avec constance, énergie et une attitude positive et constructive ;
- Démontrer des aptitudes solides de communication et de travail autonome ;
- Démontrer des capacités à collaborer avec ses collègues pour atteindre les objectifs organisationnels ainsi que les partenaires nationaux, les collectivités, autorités sécuritaires nationales et transfrontalières et les bailleurs de fonds à tous les niveaux ;
- Faire preuve d'ouverture d'esprit face au changement et de capacité à gérer des complexités.

VI. Qualifications requises

Education :	Être titulaire d'un master (Niveau BAC+5) en droit, sciences humaines et sociales, sciences-politiques ou économiques ou tout autre domaine pertinent.
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du droit, des sciences-sociales ou de l'économie. - Au moins une étude publiée portant sur la protection sociale - Expérience professionnelle en lien avec la chaîne de valeur de la filière économique de la pêche est un atout - Expérience dans un projet géré par une organisation internationale est un atout. - Expérience avec des organismes onusiens en Tunisie et/ou ailleurs est un atout.
Connaissance linguistique :	Excellentes capacités orale et rédactionnelle en français et arabe ⁷ . La bonne connaissance de l'anglais est un atout.
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power Point, Email sous environnement Microsoft).

VII. Contenu et évaluation des offres

Contenu des offres :

Les consultant.e.s individuel.le.s ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature devra comprendre obligatoirement les pièces ci-dessous listées :

Offre technique :

- Un CV rédigé en langue française mis à jour signé par le/la consultant.e incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts de trois (3) références à l'appui (noms, adresse email et n° de téléphone).
- Une note méthodologique rédigée en langue française (ne dépassant pas 2 pages) expliquant de manière succincte comment le/la consultant.e compte mener son travail dans le cadre du projet.
- Une copie numérique (PDF ou Word) d'au moins une étude publiée par le/la consultant.e.

Offre financière :

Elle doit être détaillée selon le tableau suivant :

Éléments	Montant en TND
Taux d'honoraires journalier	
Total pour une durée de 30 jours	
Total	

Evaluation des offres

Le processus d'évaluation et de sélection comporte 2 étapes :

- **Evaluation technique** selon les compétences requises sur la base du curriculum vitae et de la note méthodologique : 70% de la note globale.
- **Evaluation financière** en se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation techniques verront leurs offres financières examinées.

⁷ La non-maitrise de l'une des deux langues constitue un critère éliminatoire.

A. *Evaluation technique*

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection comme défini ci-dessous :

Grille d'évaluation techniques de la candidature		Max pts
1	Minimum un master en droit, sciences humaines et sociales, sciences politiques ou économiques tout autre domaine pertinent : Master 10 pts Doctorat..... 15 pts	15 pts
2	Au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du droit, des sciences-sociales ou en économie : 5 ans d'expérience 7 pts Entre 6 et 9 ans d'expérience 10 pts 10 ans d'expérience et plus 15 pts	15 pts
4	Au moins une étude publiée : Une étude réalisée 5 pts 2 à 4 études réalisées 7 pts 5 études réalisées ou plus 10 pts	10 pts
5	Expérience professionnelle en lien avec la chaîne de valeur de la filière économique de la pêche est un atout : Une expérience 1 pts 2 à 4 expériences 3 pts 5 expériences ou plus 5 pts	5 pts
6	Expérience dans un projet géré par une organisation internationale est un atout : Une expérience 1 pts 2 à 4 expériences 3 pts 5 expériences ou plus 5 pts	5 pts
7	Examen de la note méthodologique conformément aux attentes et aux objectifs ⁸ : - Compréhension de la mission :5 points - Clarté :5 points - Cohérence de l'approche :10 points	20 pts
8	Total maximal	70 pts

Seuls les candidat.es ayant obtenus au minimum 40/70 verront leur offre financière évaluée.

B. *Evaluation financière* – Maximum 30 points.

La formule suivante sera utilisée pour évaluer la proposition financière :

$p = y (\mu / z)$, où;

p = points pour la proposition financière évaluée ;

y = nombre maximal de points pour la proposition financière ;

μ = prix de la proposition la moins chère ;

z = prix de la proposition évaluée.

⁸ L'absence de note méthodologique est un critère éliminatoire.

VIII. Modalité de soumission

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications : CV détaillé, la note méthodologique, la/les étude.s publiée.s sur le sujet et l'offre financière.

IX. Calendrier et durée

Le contrat durera 30 jours.
La mission se déroulera entre le 09 mai et le 25 juin 2022.

X. Lieu de travail

Tunis.

XI. Modalité de paiement

Le paiement se fera sur la base de la validation des livrables élaborés par le/la consultant.e et validés par le Conseiller Technique Principal.

Le/la consultant.e prendra en charge les dépenses relatives aux possibles missions sur le terrain.

XII. Approbation des TdR

Nom et titre : Corrado Quinto - CTP justice et droits humains